

# En Algérie, défections au sein du pouvoir

Anciens combattants, patrons, syndicalistes, les premières fissures apparaissent parmi les soutiens du chef de l'Etat

ALGER - correspondance

**L**es Algériens devaient manifester de nouveau, vendredi 8 mars, contre un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, hospitalisé à Genève depuis le 24 février. Les manifestations se succèdent, tandis que, depuis quelques jours, des défections significatives ont lieu parmi les organisations liées au régime. Les soutiens du chef de l'Etat, très présents au cours des derniers mois, font désormais profil bas ou quittent le navire avec fracas.

Le retournement le plus spectaculaire vient des rangs des anciens combattants de la guerre d'indépendance, qui, il y a encore quelques semaines, disaient leur soutien «*indéfectible*» à leur «*compagnon d'armes*». La très influente Organisation nationale des moudjahidin (ONM) a ouvert le bal, mardi 5 mars, en saluant des manifestations populaires au «*comportement civilisé*» et en dénonçant des institutions loin d'être «*à la hauteur des aspirations légitimes [du] peuple*».

L'organisation a violemment chargé l'alliance «*contre-nature*» entre des membres influents du pouvoir et de «*présomés investisseurs*» à qui l'on a ouvert les portes «*pour s'accaparer des deniers publics sous le prétexte d'encourager les investisseurs nationaux*». Des affairistes qui, «*grâce à leurs liens au sein de la hiérarchie du pouvoir, ont pu accumuler des fortunes considérables en des temps record*», a indiqué l'ONM.

Les Algériens devinent sans difficultés que les anciens combattants visent des oligarques mem-

bres du Forum des chefs d'entreprise (FCE), organisation patronale dirigée par Ali Haddad, un proche de Saïd Bouteflika, le frère du chef de l'Etat.

Des patrons membres du FCE ont d'ailleurs annoncé se rallier à la contestation populaire. Neuf d'entre eux, qui se présentent comme le FCE «*originel*», dont deux prédécesseurs d'Ali Haddad, ont affirmé ne «*pouvoir rester sourds à l'expression populaire à laquelle ils adhèrent complètement*». Ali Haddad a fini par réagir jeudi en assurant que le soutien du FCE au cinquième mandat a été décidé «*à l'issue d'une réunion du conseil exécutif, cette position a été approuvée par l'assemblée générale électorale tenue en date du 15 décembre 2018*» et que «*depuis aucune opposition ni réserve n'ont été enregistrées*».

**Le peuple a « déjà voté le rejet »**

Une autre défection de poids est venue de l'association des anciens du ministère de l'armement et des liaisons générales, l'ancêtre des services de renseignements algériens durant la guerre d'indépendance. L'association, dirigée par

Dahou Ould Kabli, ministre de l'intérieur de 2010 à 2013, affirme que le peuple a «*déjà voté le rejet pur et simple du cinquième mandat et de tout ce qui va avec*»: «*Il n'y a plus de place aux atermoiements et aux manœuvres dilatoires pour perpétuer un système qui a atteint des limites et risque de mener le pays à l'aventure et aux plus graves périls*».

Alors que la capacité du président Bouteflika à exercer la charge présidentielle est mise en cause, le conseil de l'ordre des médecins a publié, de son côté, un communi-

qué pour mettre en garde contre la délivrance de faux certificats médicaux aux candidats à la présidentielle. Il a rappelé au Conseil constitutionnel que les auteurs de ces certificats doivent être inscrits au «*tableau de l'ordre des médecins, conformément aux règles de déontologie médicale*». Même l'Union générale des travailleurs algériens, syndicat totalement mis au service du cinquième mandat par son secrétaire général Abdelmadjid Sidi-Saïd, connaît des défections et des appels à soutenir la contestation populaire.

Ces revirements sont un signe que l'abandon de l'option de la candidature de Bouteflika commence à être envisagé au sein du régime. Le chef de l'Etat, toujours absent du pays, a affiché sa «*présence*» en faisant lire par la ministre de la poste, Houada Feraou, une lettre à l'occasion de la Journée des droits des femmes, dans laquelle il loue la «*maturation*» des manifestants sans aborder la cause de ces mobilisations. Le message évoque la manifestation prévue ce vendredi en mettant en garde contre une «*éventuelle infiltration de cette expression pacifique par une quelconque partie insidieuse, de l'intérieur ou de l'extérieur, qui pourrait (...) susciter la fitna [discord] et provoquer le chaos avec tout ce qu'il peut entraîner comme crises et malheurs*».

Un autre passage parle des «*haineux à l'étranger*» qui n'auraient pas apprécié que l'Algérie «*traverse paisiblement et sereinement, la déferlante du "printemps arabe"*». Ces cercles «*n'ont jamais cessé de conspirer contre notre pays*», a-t-il ajouté, assurant que ses «*assertions*» ne

**SELON LA TRÈS INFLUENTE ORGANISATION NATIONALE DES MOUDJAHIDIN, LES INSTITUTIONS SONT LOIN D'ÊTRE « À LA HAUTEUR DES ASPIRATIONS LÉGITIMES [DU] PEUPLE »**

relèvent pas d'une «*logique d'intimidation*» mais d'un «*sens des*

responsabilités». Pour l'heure, le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée et vice-ministre de la défense, est le seul responsable à s'exprimer. Mardi, il a mis en garde contre «*certaines parties*» non identifiées qui cherchent, selon lui, à ramener le pays «*aux années de braise et de douleurs vécues par le peuple algérien et au cours desquelles il a payé un lourd tribut*». Mercredi, il a assuré que l'armée et les forces de sécurité étaient «*résolument engagées à garantir*» la sécurité de l'élection présidentielle, le 18 avril.

Les observateurs relèvent qu'il n'a pas, comme à son habitude, cité le «*moudjahid Abdelaziz Bouteflika*», mais qu'il a surtout mis l'accent sur la tenue du scrutin. Une insistance qui fait écho aux appels de l'opposition et de membres de la société civile à disqualifier l'élection présidentielle pour forcer le régime à négocier une vraie transition.

Le mouvement Mouwatana («*citoyenneté*»), qui a accusé Ahmed Gaïd Salah de «*se conduire comme un soldat au service d'un clan de prédateurs*», a appelé

mercredi à une transition pour préparer une nouvelle République et engager «*des élections dignes de ce nom*». Dans un souci de donner une forme d'organisation à la contestation populaire, Mouwatana a appelé «*toutes les corporations à se donner librement des représentants*» et à créer des «*coordinations*».

**Candidature « intenable »**

La pression s'accroît sur le général Ali Ghediri, seul candidat de poids à avoir déposé son dossier de candidature, pour qu'il se retire de la course afin de ne pas servir d'alibi. Certains l'accusent d'être devenu le «*plan B*» du régime, en remplacement de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika devenue «*intenable*».

Ali Ghediri a annoncé qu'il ne compte pas se retirer de la course et qu'il ne sert aucun «*clan*». Ses soutiens l'abandonnent néanmoins. Zoubida Assou, qui, en se ralliant à sa candidature, avait provoqué une crispation au sein de Mouwatana – dont elle était la porte-parole –, a décidé de lui retirer son soutien. La plus grosse défection vient de son directeur de campagne, Mokrane Ait Larbi, un militant respecté des droits de l'homme, qui a annoncé mercredi son retrait du processus électoral. L'avocat a estimé que le pays vivait une «*situation révolutionnaire pacifique*». «*Cette phase historique ne peut réaliser la rupture par la voie électorale, dont la fraude a déjà commencé au sein du Conseil constitutionnel, et devant l'opinion nationale et internationale*», a-t-il commenté, tout en déclarant respecter le choix que fera Ali Ghediri. ■

AMIR AKERF

## LES DATES

### 10 FÉVRIER 2019

Abdelaziz Bouteflika annonce, par un message à la nation, son intention d'être candidat à l'élection présidentielle du 18 avril.

### 22 FÉVRIER

Premières manifestations d'ampleur de citoyens algériens pour protester contre la perspective d'un cinquième mandat.

### 1<sup>ER</sup> MARS

Des centaines de milliers d'Algériens se mobilisent dans le pays pour demander le retrait du président et la fin du régime.

### 3 MARS

Malgré la contestation, le chef de l'Etat, hospitalisé à Genève depuis le 24 février, fait déposer son dossier de candidature au Conseil constitutionnel.

### 5 MARS

Les étudiants manifestent à nouveau en masse. Les avocats et les journalistes se mobilisent. Tandis que des soutiens du président commencent à faire défection.

### 7 MARS

Dans une lettre, le chef de l'Etat met en garde contre les rassemblements prévus le lendemain, dénonçant le risque de «*chaos*».